

Document

Où va l'Égypte post-Moubarak?

(slateafrique.com)

19 septembre 2011

La toute puissante armée égyptienne, qui a lâché Gamal Moubarak, est au pouvoir depuis 6 mois. Quel est avenir économique et politique se dessine pour le pays?

La révolte ouvrière s'est répandue comme une traînée de poudre. Joel Beinin note qu'entre 1998 et 2011, l'Égypte a connu 3.500 manifestations et grèves, mobilisant plus de deux millions d'employés. La majeure partie des manifestations ont été organisées après 2004; cette même année, un nouveau gouvernement (surnommé «gouvernement des hommes d'affaires») arrive au pouvoir. Il est dirigé par le fils de Moubarak, Gamal, et par plusieurs de ses associés (le magnat de l'acier Ahmad Ezz; les économistes Hussam Badrawi et Mahmud Mohieldin).

Dans une récente interview accordée au Stanford Humanities Center, Beinin explique qu'«*en terme de valeur liquidative totale, [le nouveau gouvernement] a privatisé plus d'entreprises en un an de mandat que les administrations des dix années précédentes*».

«*Dès le second semestre 2004, on observe une forte augmentation des grèves, des sit-in et d'autres formes d'actions ouvrières collectives*», note-t-il.

La majorité des manifestations avaient pour but d'obtenir de meilleurs salaires et de protéger les ouvriers contre les licenciements collectifs, phénomène (illégal) accompagnant souvent les privatisations.

En 2005, des manifestations éclatent à la Qalyub Spinning Company (QSC); l'usine vient d'être vendue à un investisseur privé et les ouvriers craignent une vague de licenciements et de réduction des salaires. Ces craintes n'étaient pas totalement infondées, étant donnée la stratégie adoptée par Esco, la société mère de la QSC, lors de précédentes privatisations.

Dans un rapport de 2005 publié dans le Middle East Report, Beinin observe que les six sociétés Esco privatisées avant la QSC ont licencié un grand nombre d'employés: 24.000 en 1980, ils n'étaient plus que 3.500 en 2000.

En 2007, une série de grèves et de sit-in touche l'usine textile de Mansura-Spain, à Dakahlia (est du Caire); en 2006, 2007 et 2008, c'est au tour de la Misr Spinning and Weaving Company, à Mahalla al-Kubra.

L'agitation ouvrière ne se limite pas au secteur du textile: les contrôleurs aériens, les ingénieurs ferroviaires et les ouvriers du pétrole et du gaz ont tous fait grève lors de la dernière décennie. A la veille de la révolution, l'agitation était devenue si banale que même le campus endormi (et situé dans le désert) de l'université américaine du Caire, où je travaillais à l'époque, avait connu plusieurs grèves ouvrières.

Grèves et révolution: même combat

Pour l'observateur attentif, les événements du 25 janvier incarnaient une progression naturelle, et non une rupture décisive avec le passé. Khaled Khamissi, auteur du best-seller *Taxi*, ne dit pas autre chose:

«Les grèves [des dix dernières années] et la révolution de 2011 s'inscrivent dans une continuité».

Il est bien évidemment impossible d'établir un lien direct entre l'évolution progressive du mouvement ouvrier égyptien et la colère de la jeunesse qui, le 25 janvier 2011, prit la décision soudaine de manifester à l'occasion de la Fête de la police.

Ahmad Maher, l'un des fondateurs du Mouvement du 6 avril, a contesté l'importance du rôle joué par les ouvriers dans le mouvement de protestation qui a mis fin au régime de Moubarak. Mais le point de départ du Mouvement —une manifestation composée de dizaines de milliers d'étudiants, de chômeurs égyptiens et d'ouvriers du textile à Mahalla al-Kubra— semble indiquer le contraire.

Dans un récent numéro du *Journal of Democracy*, Tarek Masoud, maître de conférences en politique publique à la Kennedy School of Government de Harvard, analyse la situation en ces termes:

«C'est bien là le génie du Mouvement du 6 avril... ils sont parvenus à rattacher l'énergie nouvelle du mouvement ouvrier au désir national de démocratie».

Sur la place Tahrir, cette énergie a pris la forme de slogans qui mêlaient politique et préoccupations fondamentales —préoccupations qui avaient motivé tant et tant de manifestations au cours de la décennie précédente. *«Ils mangent du pigeon, du poulet, et nous n'avons que des haricots»*, disait l'un des refrains des révolutionnaires. *«Oh! Même les concombres coûtent plus de dix livres! Quelle honte! Quelle honte!»*.

De l'agitation ouvrière à la chute de Moubarak

En étudiant les premières exigences des jeunes révolutionnaires, le lien existant entre les militants de la génération Facebook et leurs prédécesseurs intellectuels apparaît clairement, lui aussi.

En plus de réclamer la destitution du ministre de l'Intérieur Habib El-Adly, l'abrogation de l'infâme loi d'urgence et la limitation du mandat présidentiel, les manifestants exigent la mise en place d'un salaire minimum équitable (en janvier dernier, le salaire minimum était seulement de 118 livres égyptiennes par mois, soit environ 14,5 euros). Les agitateurs ouvriers avaient formulé cette demande à maintes reprises au cours des vingt dernières années.

Les ouvriers ont joué un rôle direct dans le renversement du régime de Moubarak. Échantillon de gros titres du *New York Times*, de *NPR.org* et d'*Al-Ahram* (le quotidien d'État) durant les trois jours qui ont précédé la chute de Moubarak: *«Égypte: les actions ouvrières stimulent les manifestations»*; *«Les grèves ouvrières accentuent la pression qui pèse sur les dirigeants égyptiens»*; *«Les ouvriers égyptiens se joignent à la révolution»*. Des milliers d'ouvriers ont participé à l'insurrection à titre individuel, mais les grèves organisées les 9 et 10 février pourraient bien avoir scellé le destin de Moubarak.

Parmi toutes les conséquences de la restructuration économique, l'agitation ouvrière née de ces décennies de pauvreté n'est pas la seule à avoir joué un rôle dans la révolution de 2011. Car en décidant d'ouvrir l'économie égyptienne, le gouvernement de Moubarak ne pouvait que s'attirer les foudres de l'armée.

La toute puissante armée égyptienne

Les forces armées égyptiennes, qui sont très proches de la présidence (depuis le coup d'État des «officiers libres» de 1952, qui a porté Nasser au pouvoir), demeurent quelque peu mystérieuses — du moins pour ceux qui n'en font pas partie.

«Il est absolument incroyable que nous en sachions aussi peu sur l'armée», note Bruce Rutherford.

Il fait là référence à une ancienne tradition égyptienne, qui veut que ni la population, ni le Parlement n'aient de droit de regard sur les transactions financières des militaires. Ce que nous savons, en revanche, c'est qu'ils contrôlent une large fraction de l'économie du pays. Selon certaines estimations, l'empire économique de l'armée (qui comprend des dizaines d'hôtels, de stations balnéaires et d'usines de production) représente entre 5 et 40% du PIB.

Tout comme les propriétaires d'entreprises du secteur privé, qui profitaient déjà d'un certain nombre d'avantages face à la concurrence nationale (exonérations fiscales, travail forcé...), l'armée n'a pas vraiment bénéficié de la libéralisation du marché.

«Si vous ouvrez le marché, vous mettez l'armée en concurrence avec de nouveaux acteurs économiques. Et l'armée ne peut rivaliser avec l'Asie et l'Asie du Sud», estime Rutherford.

Un câble diplomatique datant de 2008 (publié par WikiLeaks) fait un compte-rendu des conséquences du phénomène:

«Économiquement parlant, nous voyons l'armée comme une force qui tente généralement de saboter la réforme de libéralisation du marché; elle essaye pour ce faire de pousser le gouvernement à s'impliquer plus directement sur les marchés...

Selon la plupart des analystes, l'armée considère que la politique de privatisation [menée par le gouvernement égyptien] menace sa position économique; elle s'oppose donc généralement aux réformes de l'économie».

Selon Tarek Masoud (professeur à Harvard), les liens étroits qui unissaient le régime de Moubarak aux magnats de l'immobilier sont eux aussi restés en travers de la gorge des responsables militaires; ces derniers *«jugeaient la politique de Moubarak —vendre des terrains aux promoteurs, à prix réduits— nuisible à leurs intérêts».*

En tant que premier promoteur d'Égypte, l'armée a dû faire face à une concurrence grandissante chez les entrepreneurs privés, comme Hisham Talaat Moustafa, magnat de l'immobilier condamné l'an dernier pour le meurtre de sa petite amie, une pop star libanaise. Il avait profité à plein de l'expansion rapide de la capitale égyptienne.

Gamal et le «gouvernement des hommes d'affaires»

Alors que la libéralisation et le népotisme empiétaient de plus en plus sur les bénéfices de l'armée, Gamal Moubarak tentait de se positionner pour succéder à son père. En 2002, il est nommé président du comité politique du Parti national démocratique (au pouvoir). En 2006, il devient le secrétaire général adjoint du parti; un tremplin vers la présidentielle, selon bien des observateurs.

Gamal est le chef de file du «gouvernement des hommes d'affaires» et l'instigateur d'une grande partie des réformes privilégiant les entreprises; chez les militaires de haut rang, on le considère donc comme une double menace. Ses valeurs et sa loyauté (ou son absence de loyauté) envers l'armée posent problème.

Gamal est un banquier; c'est un fervent partisan du libéralisme économique et sa politique continuerait de porter atteinte aux intérêts de l'armée. En tant que premier président égyptien issu de la société civile, il écarterait de fait les militaires de la présidence. Steven A. Cook, directeur de recherche spécialiste du Moyen-Orient auprès du Council on Foreign Relations et auteur d'un ouvrage à paraître (*The Struggle for Egypt: From Nasser to Tahrir Square*), décrit la situation en ces termes:

«Avant la révolution, on avait l'impression que l'idée [de la succession] mettait les militaires particulièrement mal à l'aise. Aujourd'hui, ils ne font plus mystère de l'aversion que leur inspirait cette perspective.»

Le 25 décembre 2010, le fils cadet de Moubarak était encore optimiste quant aux bienfaits de la libéralisation:

«Nous devons dès à présent lancer une deuxième vague de réformes... des réformes plus ambitieuses, plus audacieuses», déclare-t-il au Caire, lors du congrès annuel du Parti national démocratique.

Un peu plus d'un mois plus tard, en février, la colère des anti-Moubarak atteint son apogée. L'armée n'a alors aucun intérêt à soutenir un régime qui a fait de Gamal le successeur désigné de son père et elle a bien des raisons de le laisser dépérir. En expédiant Moubarak à Charm el-Cheikh et en mettant un terme au projet de mise en place d'une dynastie Moubarak, l'armée a pu prendre le contrôle du programme de réforme, et protéger par là même ses intérêts économiques —tout en conservant son image de «gardienne de la révolution».

Depuis, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) (junte militaire qui gouverne aujourd'hui le pays) a fait inculper les principaux fidèles de Gamal, dont Youssef Boutros Ghali, ancien ministre des Finances, et Rashid Mohamed Rashid, ancien ministre du Commerce. Cette décision pourrait certes avoir été motivée par l'opportunisme politique: après tout, en tant qu'ex-associés du cadet de Moubarak, Ghali et Rashid sont extrêmement impopulaires. Mais selon l'une de mes sources (qui a été en contact fréquent avec l'élite économique égyptienne au cours des dix dernières années), les motifs de l'armée pourraient être d'une nature un peu plus personnelle:

«Les militaires ont vu une occasion de les mettre en fuite, et ils l'ont saisie; une certaine forme de vengeance, pour avoir encouragé une forme de libéralisation économique de nature à menacer leurs intérêts», explique ma source (qui a demandé à rester anonyme).

Quoi qu'il en soit, le «gouvernement des hommes d'affaires» ne sera pas reconstitué de sitôt —et dans les couloirs du quartier général du CSFA, vous ne trouverez personne pour s'en plaindre.

Un aperçu de l'avenir

Voilà déjà six mois que les généraux égyptiens ont pris les rênes du pouvoir, mais ils font preuve d'une discrétion extrême; impossible, pour l'heure, de savoir comment va évoluer la politique économique du pays. Aucun des trois communiqués rendus publics par le CSFA ne mentionne ce sujet.

Loin d'apporter des réponses à ces questions, le processus d'adoption du budget de cet été a soulevé de nouvelles d'interrogations (l'Égypte a ainsi refusé un prêt du FMI, avant d'accepter les deux milliards de dollars proposés par la Banque mondiale). De toute évidence, le CSFA «*ne veut pas donner l'impression d'imiter Gamal*», m'explique Steven A. Cook.

Reste à savoir jusqu'à quel point l'armée est disposée à inverser les tendances de ces dix dernières années. Le Conseil suprême a évincé Moubarak et sa clique de réformateurs libéraux, mais selon Cook, ils n'ont pas «*fondamentalement modifié la politique économique de l'Égypte*».

Et pourtant, en décidant de préférer les prêts à taux préférentiels de l'Arabie saoudite (entre autres États du golfe Persique) aux dollars du FMI, le CSFA soustrait l'Égypte aux exigences budgétaires qui sont à l'origine de ses difficultés actuelles. De toute évidence, les recommandations des néolibéraux ne sont donc plus les bienvenues.

Une question demeure toutefois sans réponse: celle du rôle que jouera l'armée après les élections législatives de cet automne; élections à la suite desquelles un nouveau gouvernement issu de la société civile doit être investi. Selon Cook, l'armée préfère régner sans gouverner directement le pays; les militaires devraient donc confier une grande partie des tâches quotidiennes aux élus. Ceci dit, personne ne s'attend à ce que les généraux renoncent complètement à protéger leurs intérêts. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin?

Les militaires parviendront-ils à enrayer le chômage et à améliorer les conditions de vie déplorables des Égyptiens, les deux signes avant-coureurs de la révolte de la place Tahrir? Et pourront-ils le faire sans puiser dans leurs propres coffres? Il est bien difficile, pour l'heure, de répondre à ces questions.